

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

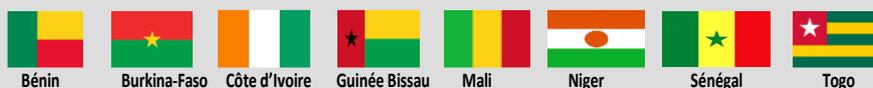
**Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure**



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N°47

1^{er} trimestre 2020



Bénin

Burkina-Faso

Côte d'Ivoire

Guinée Bissau

Mali

Niger

Sénégal

Togo



Juin 2020

La note de conjoncture économique régionale dans l'UEMOA est une production trimestrielle du Département des politiques économiques et de la fiscalité intérieure de la Commission de l'UEMOA, dirigé depuis mai 2017 par **Monsieur DIAGNE Mamadou Makhtar**.

La présente note a été préparée sous la supervision de :

- **Monsieur AGBODJI Komlan Dodzi**, Directeur de la Prévision et des études économiques ;

par une équipe de la Direction de la Prévision et des études économiques composée de :

- Monsieur THIAW Kalidou, Chef de la Division de la Prévision ;
- Monsieur OKOUDJOU Koladé Ayédero, Chef de la Division des études économiques ;
- Monsieur CAMARA Aba ; Chargé des études et statistiques économiques ;
- Monsieur HAROUNA-IDE Soumana, chargé des prévisions et des études économiques ;
- Monsieur CORREIA Joao Totas, chargé des prévisions et des études économiques,

avec des données collectées dans les états membres par les correspondants nationaux désignés ci-après :

- Bénin : Monsieur KOKOU Assousia Yves de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) ;
- Burkina Faso : Monsieur NIANGAO Issaka de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) ;
- Côte d'Ivoire : Monsieur KOUAKOU Yao Eric de la Direction Générale de l'Economie (DGE) ;
- Guinée Bissau : Madame CAMARA Laudimila Caty Silva de la Direction Générale de la Prévision et des Etudes Economiques (DGPEE) ;
- Mali : Monsieur MINTA Seydina Oumar de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) ;
- Niger : Monsieur CHEKARAO Mahamadou de l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- Sénégal : Monsieur NAGNONHOU maxime Bruno de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) ;
- Togo : Monsieur EDAMANAKA Magnimamti de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED).

Table des matières

| | |
|--|-----|
| Liste des tableaux..... | ii |
| Liste des graphiques | iii |
| Sigles et abréviations | iv |
| Résumé | 1 |
| Introduction..... | 2 |
| 1. Conjoncture internationale..... | 2 |
| 1.1. Activité économique mondiale | 2 |
| 1.2. Inflation dans les principales régions du monde | 3 |
| 1.3. Cours des matières premières..... | 4 |
| 1.4. Taux d'intérêt..... | 5 |
| 2. Conjoncture dans la zone UEMOA..... | 7 |
| 2.1. Activité économique régionale..... | 7 |
| 2.2. Evolution de l'inflation | 10 |
| 2.3. Secteur extérieur | 12 |
| 2.4. Finances publiques..... | 18 |
| 2.5. Situation monétaire..... | 20 |
| 2.6. Activités de la BRVM | 22 |
| 3. Principaux faits marquants | 23 |
| 3.1. Environnement international | 23 |
| 3.2. Pays de l'UEMOA..... | 24 |
| Conclusion..... | 26 |
| ANNEXES | 27 |

Liste des tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars..... | 5 |
| Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2019/2020 | 8 |
| Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle..... | 9 |
| Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction..... | 11 |
| Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre | 11 |
| Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC..... | 12 |
| Tableau 7 : Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA (en ds)..... | 18 |
| Tableau 8 : Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA (en Mds)..... | 21 |

Liste des graphiques

| | |
|---|----|
| Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde..... | 3 |
| Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)..... | 4 |
| Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA | 7 |
| Graphique 4 : Poids dans les échanges de l'Union en 2018 des principaux partenaires..... | 13 |
| Graphique 5 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union..... | 14 |
| Graphique 6 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)..... | 15 |
| Graphique 7 : Taux de couverture des exportations par les importations de l'Union (en %)..... | 16 |
| Graphique 8 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds) ... | 17 |
| Graphique 9 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union..... | 17 |

Sigles et abréviations

| | |
|--------------|---|
| BCEAO | : Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest |
| BRVM | : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières |
| CNPE | : Comité National de Politique Economique |
| FCFA | : Franc de la Communauté Financière Africaine |
| FED | : Réserve Fédérale des Etats - Unis |
| FMI | : Fonds Monétaire International |
| IHPC | : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation |
| IHPI | : Indice Harmonisé de la Production Industrielle |
| INS | : Institut National de la Statistique |
| LIBOR | : Taux interbancaire pratiqué à Londres |
| Mds | : Milliards |
| Nd | : Non disponible |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| TOFE | : Tableau des Opérations Financières de l’Etat |
| UEMOA | : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| 1T20 | : Premier trimestre 2020 |

Résumé

Le Fonds Monétaire Internationale (FMI) prédit une contraction de l'économie mondiale en 2020 avec une croissance de -4,9% contre 2,9% en 2019 en raison de la pandémie de coronavirus. Ce résultat s'expliquerait essentiellement par les mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée des aéroports, des frontières terrestres et des chaînes de production. L'économie mondiale devrait croître de 5,4% en 2021

L'Afrique subsaharienne, devrait également affichée un fort repli de sa croissance économique qui serait de -3,2% en 2020 contre 3,1% en 2019, même si le continent semble moins touché que les autres. En effet, presque tous les Gouvernements de la région ont pris des mesures pour freiner la propagation du virus qui ont un impact négatif sur l'activité économique. En 2021, la croissance économique devrait se situer à nouveau à 3,4% suivant les mêmes hypothèses retenues au plan mondial.

La Zone UEMOA afficherait en 2020, un taux de croissance de 2,4% contre une projection initiale de 6,6%. Cette contreperformance serait, comme pour les autres régions du monde, imputable aux effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats de l'Union.

Au cours du trimestre sous revue (premier trimestre 2020), la production industrielle a progressé en Guinée Bissau, au Mali et au Sénégal mais elle a baissé au Togo. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du commerce a baissé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et progressé en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a baissé au Sénégal.

Les échanges extérieurs de l'Union, au premier trimestre 2020, ont été affectés par la crise sanitaire de la COVID-19. Les exportations des produits de l'Union ont augmenté de 7,7% comparativement au 4^{ème} trimestre de l'année précédente. La progression des ventes de l'union résulte principalement des performances enregistrées dans tous les Etats à l'exception de la Guinée Bissau, du Mali et du Niger. Les achats à l'extérieur des produits de l'Union, au premier trimestre 2020, ont baissé de 8,1% par rapport au dernier trimestre 2019, en lien avec les replis enregistrés dans tous les Etats membres en dehors de la Côte d'Ivoire (+6,2%) et le Togo (+2,2%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est amélioré au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, s'agissant des agrégats monétaires, la masse monétaire s'est globalement affichée en hausse en dépit de la baisse des actifs extérieurs nets et des créances sur les autres secteurs.

Introduction

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

La présente édition analyse la situation économique-financière et des échanges des Etats membres de l'UEMOA, au premier trimestre 2020 et fait une brève projection sur le deuxième trimestre 2020. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour d'avril 2020 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2020. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale devrait se contracter en 2020 avec une croissance projetée à -4,9% (soit 1,9 points de pourcentage de plus que ce qui était prévu en avril par les Perspectives de l'économie mondiale) contre 2,9% en 2019 en raison de la pandémie de coronavirus. Elle devrait croître de 5,4% en 2021.

Ces résultats s'expliqueraient essentiellement par les mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée des aéroports, frontières terrestres, chaîne de production en vue de ralentir la propagation du virus. L'ensemble de ces mesures a eu un impact négatif sur l'activité au premier semestre de l'année. Par ailleurs, ces projections sont fondées sur une reprise plus lente que prévue de l'activité économique au cours du second semestre, liée notamment à la persistance des pratiques de distanciation physique, aux séquelles plus importantes de la baisse de l'activité pendant la période de confinement sur toute l'année ainsi qu'à la perte de productivité liée aux mesures prises par les entreprises pour renforcer la sécurité et l'hygiène au travail,

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait reculer de 8,0%, en 2020 après une hausse de 2,3% en 2019. Ce recul s'expliquerait surtout par les conséquences de la pandémie qui a durement touché le pays. En 2021, un rebond de 4,5% en terme de

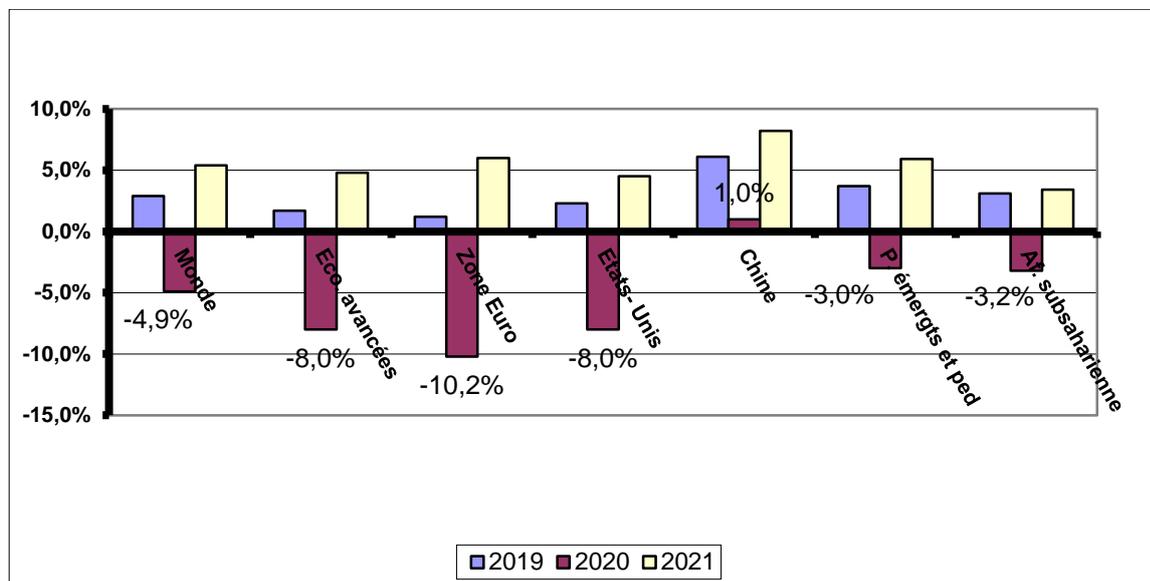
croissance économique est attendu suivant les mêmes hypothèses d'une reprise plus progressive de l'activité au deuxième semestre 2020.

En Zone euro, la croissance de l'économie passerait de 1,2% en 2019 à -10,2% en 2020. Cette contreperformance s'expliquerait, principalement, par la contraction de l'activité économique, surtout en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne, consécutive aux mesures de confinement décidées par la plupart des Gouvernements au pic de la crise sanitaire. En 2021, la croissance devrait remonter pour se situer à 6,0% dans les mêmes conditions.

En Chine, la croissance devrait ralentir pour ressortir à 1,0% en 2020 après 6,1% en 2019. Bien qu'elle soit le premier pays touché par la pandémie les conséquences de cette dernière semblent avoir été moins graves que dans les pays avancés puisque les autorités chinoises ont pu contenir la propagation du virus et limiter les conséquences de la crise. En 2021, une croissance économique de 8,2% est attendue sous les mêmes hypothèses.

Quant à l'Afrique subsaharienne, même si elle est moins touchée par la pandémie, sa croissance économique serait de -3,2% en 2020 contre 3,1% en 2019, en liaison avec les mesures prises par presque tous les Gouvernements du continent pour freiner la propagation du virus. En 2021, la croissance économique devrait se situer à nouveau à 3,4%.

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

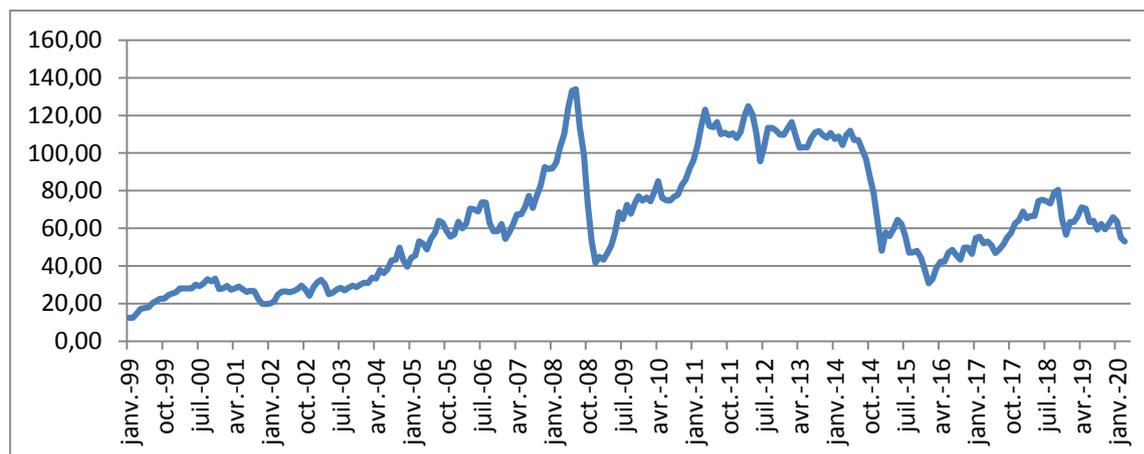
En 2020, l'inflation globale devrait baisser dans les pays avancés, avec un taux qui passerait à 0,3% contre 1,4% une année plus tôt. Cette baisse est liée au repli des cours des produits alimentaires de base suite aux gonflements des stocks liés à la baisse généralisée du commerce pendant la crise sanitaire. Cette évolution des prix s'expliquerait aussi par le recul de la demande finale. En 2021, l'inflation devrait remonter à 1,1% avec la reprise progressive espérée de l'activité.

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation passerait de 5,1% en 2019 à 4,4% pour l'année en cours. Cette diminution s'expliquerait surtout par un impact relativement moindre de la pandémie sur le commerce de la région car, contrairement aux pays avancés, les Gouvernements n'ont pas adopté de mesures de confinement à l'exception de l'Afrique du Sud. En 2021, avec la normalisation progressive des activités économiques surtout commerciales l'inflation devrait se situer à 4,5% soit un niveau quasi identique à celui de 2020 pour les raisons évoquées ci-dessus.

1.3. Cours des matières premières

Au premier trimestre 2020 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut (Brent) ont baissé de 19,5%. Cette forte diminution des cours du brut s'explique essentiellement par la chute de la demande mondiale consécutive aux mesures d'endiguement prises par les Gouvernement pour lutter contre la propagation de l'épidémie de coronavirus. En glissement annuel, les cours ont reculé de 20,2%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 6,8% entre le premier trimestre 2020 et le quatrième trimestre 2019. Cette hausse provient principalement des difficultés de l'économie mondiale avec la crise sanitaire qui redonnent au métal jaune son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours augmentent de 21,4%.

Les cours du cacao ont progressé de 3,2% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse des cours s'explique surtout par une crainte de voir une diminution de l'offre liée à la baisse des arrivages de cacao fèves dans les principaux ports. Par rapport au même trimestre de 2019, les cours du cacao sont en hausse de 13,8%.

Entre le premier trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont reculé de 4,4%. Cette baisse des prix est consécutive au recul de la demande mondiale suite à la crise sanitaire. En effet, la plupart des pays ont fermé les bars et restaurants. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 11,6%.

Quant aux cours du coton, ils ont baissé de 0,6%, comparativement au trimestre précédent et baissé de 9,9% en glissement annuel. Cette évolution est liée comme pour les autres matières premières, à une mauvaise tenue de la demande mondiale face au recul du niveau de l'activité économique en raison de la crise du coronavirus.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

| Matières premières | Unité | 2019 | | 2020 | Variations en % | |
|--------------------------|-------------------|---------|---------|---------|-----------------|-----------|
| | | T1 | T4 | T1 | 1T20/4T19 | 1T20/1T19 |
| Pétrole brut (Brent) | \$ / bbl | 63,3 | 62,7 | 50,5 | -19,5 | -20,2 |
| Cacao | c / kg | 224,0 | 247,0 | 255,0 | 3,2 | 13,8 |
| Café arabica | c / kg | 280,0 | 312,0 | 313,0 | 0,3 | 11,8 |
| Café robusta | c / kg | 172,0 | 159,0 | 152,0 | -4,4 | -11,6 |
| Huile d'arachide | \$/tm | 1 373,0 | 1 435,0 | 1 392,0 | -3,0 | 1,4 |
| Huile de palme | \$/tm | 587,0 | 682,0 | 725,0 | 6,3 | 23,5 |
| Huile de palmiste | \$/tm | 655,0 | 765,0 | 821,0 | 7,3 | 25,3 |
| Maïs | \$ / tm | 167,5 | 166,8 | 167,6 | 0,5 | 0,1 |
| Riz brisé 5% | \$ / tm | 408,0 | 425,5 | 465,0 | 9,3 | 14,0 |
| Sorgho | \$ / tm | 167,6 | 163,2 | 164,9 | 1,0 | -1,6 |
| Blé | \$ / tm | 212,6 | 224,7 | 238,4 | 6,1 | 12,1 |
| Banane | \$ / tm | | 86,0 | 89,0 | 3,5 | |
| Sucre | c/kg | 28,0 | 28,0 | 30,0 | 7,1 | 7,1 |
| Bois (Sawnwood) Caméroun | \$/décimètre cube | 623,9 | 616,9 | 613,7 | -0,5 | -1,6 |
| Coton (A Index) | c/kg | 182,0 | 165,0 | 164,0 | -0,6 | -9,9 |
| Phosphate roche | \$/ tm | 101,2 | 74,7 | 72,3 | -3,2 | -28,6 |
| Or non monétaire | \$/ toz | 1 304,0 | 1 482,0 | 1 583,0 | 6,8 | 21,4 |

Source : PINKSHEET (Banque mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 0,9% en 2020 contre 2,3% en 2019, au niveau du LIBOR. En 2021, ce taux pourrait être de 0,6%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois se situeraient à -0,4% en 2020 comme en 2019. En 2021, ce taux pourrait être de -0,4%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de -0,1% contre 0,0% en 2019. En 2021, ce taux devrait être de -0,1%.

Aux Etats – Unis, en Europe et au Japon, les banques centrales maintiennent leurs taux à des niveaux bas pour favoriser la relance des activités économiques après la crise sanitaire.

Encadré : Etat de production des indicateurs conjoncturels suite à la pandémie

Le premier cas de la maladie à coronavirus a été diagnostiqué dans la zone UEMOA, le 9 mars 2020. Dès lors, le nombre de cas ne cesse d'augmenter contraignant les Gouvernements à prendre des mesures restrictives pour contenir la propagation du virus. Dans ce contexte, la plupart des Instituts Nationaux de Statistique (INS) ont eu des difficultés à collecter et produire à bonne date, les indicateurs conjoncturels.

Ainsi, à l'initiative de la Commission de l'UEMOA, de l'Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), et d'AFRITAC de l'Ouest, un webinaire a été organisé les 10 et 11 juin 2020 avec les représentants des Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali Niger Sénégal et Togo), de la Mauritanie et de la Guinée ainsi que les cadres d'autres institutions sous régionales (BCEAO, CEA, CEDEAO, AMAO). Ce Webinaire qui a remplacé le séminaire semestriel sur la conjoncture et la prévision a permis de faire le point de la conjoncture dans la sous-région ouest africaine et les prévisions pour 2020-2021.

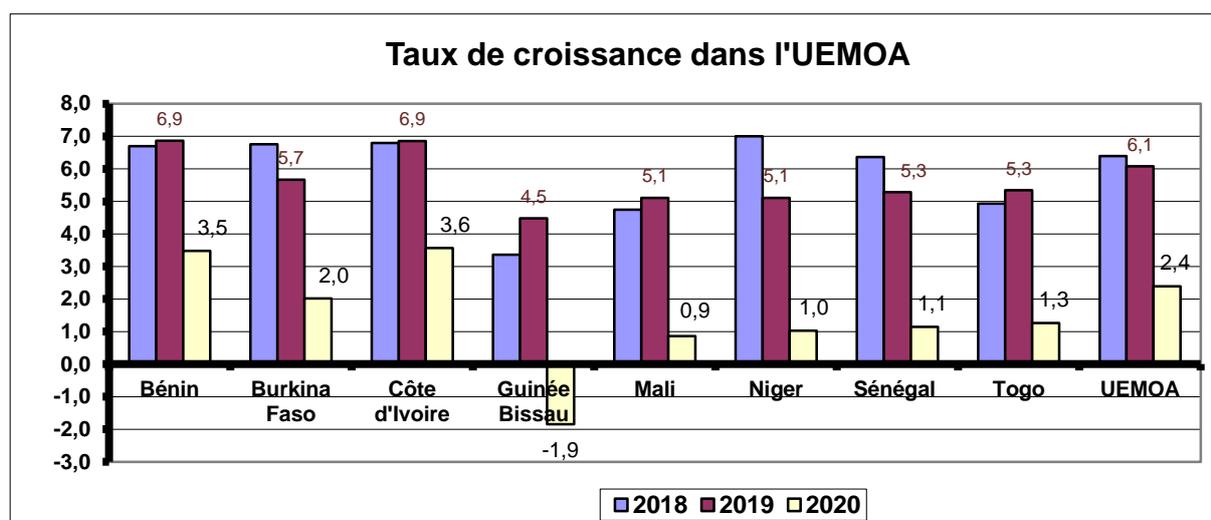
Au cours de cette rencontre, la plupart des INS ont signalé des difficultés pour collecter certains indicateurs de conjoncture à l'exception du Sénégal. Par ailleurs, presque tous les participants ont noté que la conjoncture récente était peu favorable dans leur pays et les prévisions pour 2020 avaient été révisées à la baisse en raison de la crise sanitaire de la Covid 19.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2020, le taux de croissance de l'Union serait de 2,4% contre une projection initiale de 6,6%. Cette contreperformance serait imputable aux effets négatifs de la crise sanitaire sur les économies des Etats de l'Union. Par pays, le taux de croissance en 2020 se présenterait comme suit : Bénin (+3,5%), Burkina Faso (+2,0%), Côte d'Ivoire (+3,6%), Guinée-Bissau (-1,9%), Mali (+0,9%), Niger (+1,0%), Sénégal (1,1%) et Togo (+1,3%).

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Activité agricole

La campagne agricole 2019/2020 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment, au Burkina Faso, en Guinée Bissau et au Togo pour lesquels la production d'exportation a enregistré des hausses respectives de 13,0%, 12,0% et 9,5%. Pour le Burkina Faso, la bonne performance des cultures d'exportation s'explique, en partie, par une augmentation de 26,1% de la production de coton.

En ce qui concerne la production vivrière, les plus fortes progressions ont été également enregistrées au Burkina Faso et au Mali, avec des augmentations respectives de 13,0% et 7,8%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon résultat se justifie par une hausse de 34,0% de la production d'ignames et une augmentation de 10,0% de celle de patate.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2019/2020¹

| Etats | Production vivrière | | Production d'exportation | |
|--------------------|---------------------|------|--------------------------|------|
| | en tonne | % | en tonne | % |
| Bénin ² | 11.134.820 | 3,6 | 1.253.070 | 2,6 |
| Burkina Faso | 5.846.302 | 13,0 | 1.375.709 | 13,0 |
| Côte d'Ivoire | 19.522.444 | 3,7 | 5.458.579 | 1,7 |
| Guinée Bissau | 443.852 | 3,1 | 202.500 | 9,5 |
| Mali | 10.953.234 | 7,8 | 691.300 | 5,3 |
| Niger | nd | nd | nd | nd |
| Sénégal | 3.996.939 | 1,8 | 2.628.280 | 0,09 |
| Togo | 3.626.261 | 2,7 | 189.318 | 12,0 |
| UEMOA | nd | nd | nd | nd |

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle³

En Guinée Bissau, l'indice de la production industrielle a progressé de 3,0%, au premier trimestre 2020, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. L'augmentation de la production des branches « fabrication d'ouvrages en métaux » (6,9%), « fabrication de meubles » (5,7%) et « électricité » (4,0%), serait la cause de cette hausse. En glissement annuel, la production industrielle baisse de 16,7%.

Au Mali, au premier trimestre de l'année 2020, comparativement à la situation du trimestre précédent, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a progressé de 15,8%. Cette augmentation est due à la hausse de la production des branches « égrenage de coton » (34,2%), « fabrication de matériels électriques » (22,6%) et « fabrication de produits à base de tabac » (14,6%). En glissement annuel, l'indice augmente de 8,2%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a progressé de 7,8%. Ce résultat se justifie principalement par l'augmentation de la production dans les branches « industries du papier et du carton » (430,9%) et « industries mécaniques » (18,3%). Comparativement à la même période de l'année 2019, la production industrielle a progressé de 0,9%.

Au Togo, pendant la période sous revue, l'IHPI a baissé de 17,3%. Cette contreperformance est liée à la diminution de la production dans les branches suivantes : « production et distribution d'électricité et de gaz » (60,5%) et « fabrication d'articles d'habillement » (12,5%). Toutefois, il est observé une forte hausse dans les

¹ Les données ne sont pas disponibles au Niger

² La production d'exportation ne comprend pas celles de canne à sucre et de tabac

³ Seulement quatre pays (Guinée-Bissau, Mali, Sénégal et Togo) ont communiqué à bonne date, les données du premier trimestre 2020 de la production industrielle

branches suivantes : « égrenage de coton » (341,9%) et « produits divers des industries extractives » (126,6%). En glissement annuel, l'indice augmente de 17,7%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle

| Pays | 1T19 | 4T19 | 1T20 | Var 1T20/4T19 | Var 1T20/1T19 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|------------------|------------------|
| Bénin | 159,0 | nd | nd | nd | nd |
| Burkina Faso | 172,3 | 169,5 | nd | nd | nd |
| Côte d'Ivoire | 106,3 | 132,7 | nd | nd | nd |
| Guinée Bissau⁴ | 147,6 | 119,4 | 123,0 | 3,0% | -16,7% |
| Mali | 150,7 | 140,7 | 162,9 | 15,8% | 8,2% |
| Niger | 91,8 | 113,6 | nd | nd | nd |
| Sénégal | 135,4 | 126,7 | 136,7 | 7,8% | 0,9% |
| Togo | 91,1 | 129,7 | 107,3 | -17,3% | 17,7% |

Source : INS des Etats membres

Activité dans le commerce et les services⁵

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁶ a baissé de 2,7%, au premier trimestre 2020 comparativement au trimestre précédent. Cette mauvaise performance s'explique notamment par les diminutions observées aux niveaux des branches « articles de presse, librairies, papeteries, fournitures scolaires » (+75,1%), « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse et de la pêche » (+26,6%) et « machine de bureau, matériels informatiques » (+45,2%). Comparativement à la même période de l'année 2019, l'indice augmente de 2,8%. Ces constats se justifient par le fait que ce pays n'a pas appliqué très tôt de mesures de confinement et/ou d'interdiction des commerces pendant la crise sanitaire.

En Guinée Bissau, pendant cette période, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁷ a progressé de 1,7%. Cette hausse résulte principalement des augmentations notées au niveau des « produits de l'alimentation » (3,7%) et des « produits divers » (1,8%). En glissement annuel, l'indice progresse de 5,1%. Cette bonne tenue du commerce de détail s'explique par ailleurs, par la poursuite des activités commerciales pendant tout le trimestre malgré la pandémie.

⁴ IPI de la BCEAO

⁵ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

⁶ Produit par la BCEAO.

⁷ Produit par la BCEAO

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 5,0%, au premier trimestre 2020, comparativement au quatrième trimestre 2019. Cette baisse fait suite à la diminution du chiffre d'affaires du commerce de détail (8,6%) et celui du commerce et réparations d'automobiles et de motocycles (5,6%). En glissement annuel, l'indice a progressé de 11,5%, surtout en raison du « commerce et réparations d'automobiles et de motocycles » et du « commerce de détail ».

Au premier trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a baissé de 9,1%. Cette diminution provient, d'une baisse au niveau du transport (10,1%), des activités immobilières (17,4%) et des activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives (32,1%). En glissement annuel, cet indice a reculé de 3,8%.

Créations d'entreprises⁸

Au premier trimestre 2020, 5472 entreprises ont été enregistrées, au Bénin, contre 6352 au trimestre précédent, soit une baisse de 13,8%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées recule de 26,1%.

En Guinée Bissau, 77 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre 2020 contre 78 au trimestre précédent, soit une baisse de 1,3%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 11,6%.

Au premier trimestre de l'année 2020, 15934 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 15374 au cours du trimestre précédent, soit une hausse de 3,6%. Au nombre de celles-ci, on compte 99,2% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre progresse de 17,0%.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du premier trimestre de l'année 2020, l'indice harmonisé des prix à la consommation de l'union est ressorti en légère hausse (+0,3%), en variation trimestrielle, pour situer à 103,6, contre 103,3 au trimestre précédent. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par une progression un peu plus importante (0,8%).

Concernant l'évolution des prix constatée en variation trimestrielle, l'analyse des composantes de l'indice général des prix permet de noter qu'elle est essentiellement la conséquence de la hausse du sous-indice des prix de la fonction « Alimentation, boissons et tabac » (+1,1%), tandis que les baisses des prix affichées par la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,5%) et, dans une moindre mesure, celle portant sur les « Articles d'habillement et chaussures » (-0,8%), n'ont que partiellement atténué ladite hausse au cours de la période sous revue.

⁸ Seuls le Bénin, la Guinée Bissau et le Sénégal ont pu fournir des données sur le nombre d'entreprises enregistrées au cours du trimestre sous revue

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

| FONCTION DE CONSOMMATION | Pond. | 2019 | | | | 2020 | Variations (%) | |
|--|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | | Trim1 | Trim2 | Trim3 | Trim4 | Trim1 | 1T20/ 4T19 | 1T20/ 1T19 |
| Alimentation et boissons non alcoolisées | 4246,3 | 102,9 | 104,1 | 104,1 | 103,6 | 104,7 | 1,1 | 1,8 |
| Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants | 121,4 | 109,3 | 110,0 | 110,5 | 109,8 | 110,6 | 0,7 | 1,1 |
| Articles d'habillement et chaussures | 703,2 | 102,8 | 103,2 | 103,8 | 104,2 | 103,3 | -0,8 | 0,6 |
| Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles | 1107,8 | 103,6 | 103,8 | 104,4 | 105,4 | 103,9 | -1,5 | 0,3 |
| Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer | 451,9 | 104,2 | 104,2 | 104,2 | 104,3 | 104,1 | -0,3 | -0,1 |
| Santé | 423,2 | 106,3 | 104,7 | 103,4 | 104,0 | 104,2 | 0,2 | -1,9 |
| Transport | 891,8 | 99,8 | 99,6 | 100,2 | 100,3 | 99,9 | -0,4 | 0,1 |
| Communication | 486,5 | 95,7 | 95,2 | 95,7 | 94,4 | 95,4 | 1,1 | -0,3 |
| Loisir et culture | 253,7 | 107,0 | 104,9 | 102,4 | 102,7 | 104,2 | 1,5 | -2,6 |
| Enseignement | 231,2 | 103,4 | 105,1 | 104,3 | 105,3 | 104,9 | -0,4 | 1,5 |
| Restaurant et hôtel | 638,8 | 103,0 | 103,7 | 103,5 | 103,7 | 103,6 | -0,1 | 0,6 |
| Biens et services divers | 444,2 | 105,1 | 105,0 | 105,0 | 104,9 | 105,3 | 0,4 | 0,2 |
| | | | | | | | | |
| Total | 10000,0 | 102,8 | 103,3 | 103,4 | 103,3 | 103,6 | 0,3 | 0,8 |

Source : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, la hausse des prix relevée (+0,8%) est à mettre en liaison avec la hausse des prix de la fonction « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+1,8%). Cette hausse n'a notamment pas été atténuée par les diminutions des prix des composantes « Santé » (-1,9%) et « Loisir et Culture » (-2,6%) de l'IHPC.

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

| PAYS | Pondération | 2019 | | | | 2020 | Variations (%) | |
|---------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|---------------|
| | | Trim 1 | Trim 2 | Trim 3 | Trim 4 | Trim 1 | 1T20/ 4T19 | 1T20/ 1T19 |
| BENIN | 759,7 | 101,5 | 101,1 | 100,4 | 101,4 | 103,6 | 2,1 | 2,0 |
| BURKINA | 1 258,0 | 102,1 | 103,1 | 102,3 | 101,7 | 101,9 | 0,2 | -0,2 |
| COTE D'IVOIRE | 3 130,8 | 103,2 | 104,2 | 103,7 | 104,3 | 105,6 | 1,2 | 2,3 |
| GUINEE-BISSAU | 140,7 | 106,4 | 104,9 | 107,0 | 107,4 | 107,6 | 0,2 | 1,1 |
| MALI | 1 428,2 | 100,6 | 100,8 | 102,3 | 100,7 | 101,7 | 1,0 | 1,1 |
| NIGER | 1 110,6 | 101,8 | 101,9 | 102,0 | 102,1 | 102,1 | 0,0 | 0,3 |
| SENEGAL | 1 490,9 | 104,0 | 103,8 | 105,6 | 106,4 | 105,7 | -0,7 | 1,6 |
| TOGO | 681,1 | 104,3 | 102,7 | 103,7 | 103,2 | 105,5 | 2,3 | 1,2 |
| UEMOA | 10 000,0 | 102,8 | 103,3 | 103,4 | 103,3 | 103,6 | 0,3 | 0,8 |

Source : Commission de l'UEMOA

L'analyse de la dynamique de l'IHPC au travers des évolutions constatées dans les Etats membres permet de noter que la hausse de l'indice général des prix, en variation trimestrielle, résulte des hausses constatées au niveau de la quasi-totalité d'entre eux,

notamment au Mali (+1) en Côte d'Ivoire (+1,2%), au Bénin (+2,1) et au Togo (+2,3%). Les autres Etats affichent des variations quasi nulles à l'exception du Sénégal qui présente la seule baisse observée (-0,7%) au sein de l'Union.

En glissement annuel, seul le Burkina Faso a connu une baisse de l'indice général des prix (-0,2%). En effet, la hausse constatée (+0,8%) au niveau de l'Union s'explique par l'évolution à la hausse du niveau général des prix constatée dans tous les autres Etats membres, en particulier en Côte d'Ivoire (+2,3%), au Sénégal (+1,6%), au Bénin (+2,0%) et au Togo (+1,2%).

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

| Libellé | Bénin | Burkina | Côte d'Ivoire | Guinée -Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo | Union |
|--------------------------------------|------------|------------|---------------|----------------|-------------|------------|------------|------------|------------|
| Indice produit frais | 2,1 | 0,2 | 1,6 | 0,8 | -1,3 | 0,3 | -0,3 | 2,6 | 0,5 |
| Indice Energie | -0,8 | -0,4 | -0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | -0,4 | -0,2 |
| Taux d'inflation sous-jacente | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,4 | 0,1 |
| produits locaux | 1,0 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | -0,5 | 0,4 | -0,3 | 1,0 | 0,2 |
| produits importés | 0,1 | -0,2 | 0,0 | 0,1 | -0,4 | 0,0 | 0,6 | 0,2 | 0,0 |
| produits du secteur primaire | 2,1 | 0,2 | 1,1 | 1,1 | -0,4 | 0,3 | -0,3 | 3,0 | 0,4 |
| produits du secteur secondaire | 0,4 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| produits du secteur tertiaire | 0,4 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | -1,0 | 0,6 | 0,2 | 1,0 | 0,2 |
| Biens non durables | 1,2 | 0,1 | 0,6 | 0,4 | -0,5 | 0,2 | -0,1 | 1,0 | 0,3 |
| Biens semi durables | 0,1 | 0,0 | -0,3 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | 0,1 | 0,1 | -0,1 |
| Biens durables | -0,1 | 0,0 | -0,1 | 0,1 | -0,6 | -0,1 | 0,3 | -0,2 | -0,1 |

Source : Commission de l'UEMOA

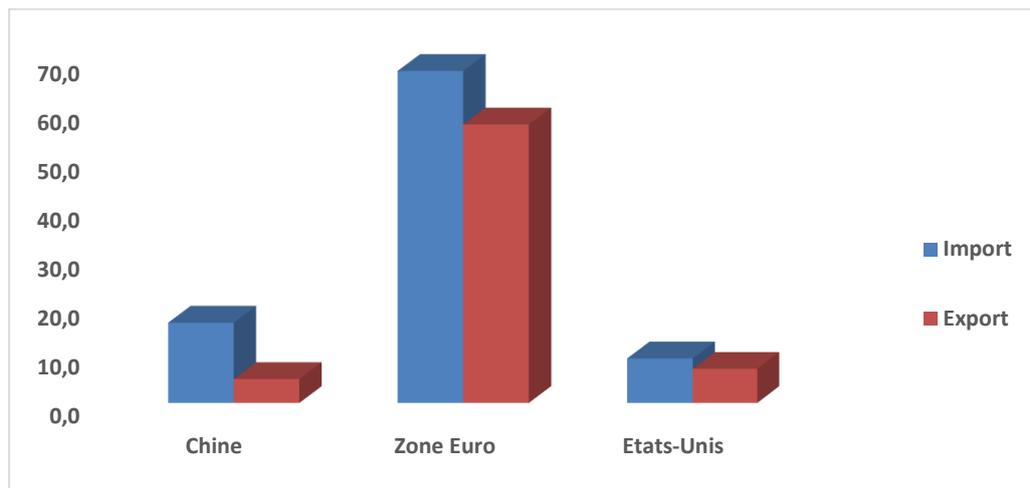
Au niveau régional, les prix des produits frais ont affiché, au premier trimestre de l'année 2020, une légère hausse (+0,5%), par rapport au dernier trimestre de l'année 2019. En revanche, les prix des produits énergétiques se sont inscrits en légère baisse (-0,2%) sur la période.

En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en très légère progression (+0,1%), en variation trimestrielle.

2.3. Secteur extérieur

Les échanges extérieurs de l'Union, au premier trimestre 2020, ont été affectés par la crise sanitaire de la COVID-19. En effet, bien que la pandémie ne soit apparue, qu'en milieu voire fin du dernier mois du trimestre, dans les Etats membres, leurs principaux partenaires notamment la Chine et la Zone euro en ont subi des conséquences et ont pris des mesures préventives (mise en quarantaine, confinement, ralentissement de la production, arrêt de la production de certaines entreprises, etc.). Ainsi, les achats de l'Union ont enregistré un net recul par rapport au dernier trimestre de l'année précédente (-8,1%) quoique les ventes ont été en progression (+35,6%).

Graphique 4 : Poids dans les échanges de l'Union en 2018 des principaux partenaires



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des INS des Etats

Exportations

Les exportations des produits de l'Union ont augmenté de 288,5 Mds (+7,7%) au premier trimestre 2020 comparativement au quatrième trimestre de l'année précédente. La progression des ventes de l'union résulte principalement des performances enregistrées dans tous les Etats à l'exception de la Guinée Bissau, du Mali et du Niger.

Les exportations, au Bénin ont repris après les baisses observées au cours des deux (02) derniers trimestres de 2019 en lien entre avec la fermeture des frontières terrestres du Nigeria aux marchandises provenant de ses pays voisins. Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire dont les exportations représentent en moyenne plus de la moitié de celles de l'Union depuis les cinq (05) dernières années, ses ventes ont connu une hausse de 7,6%.

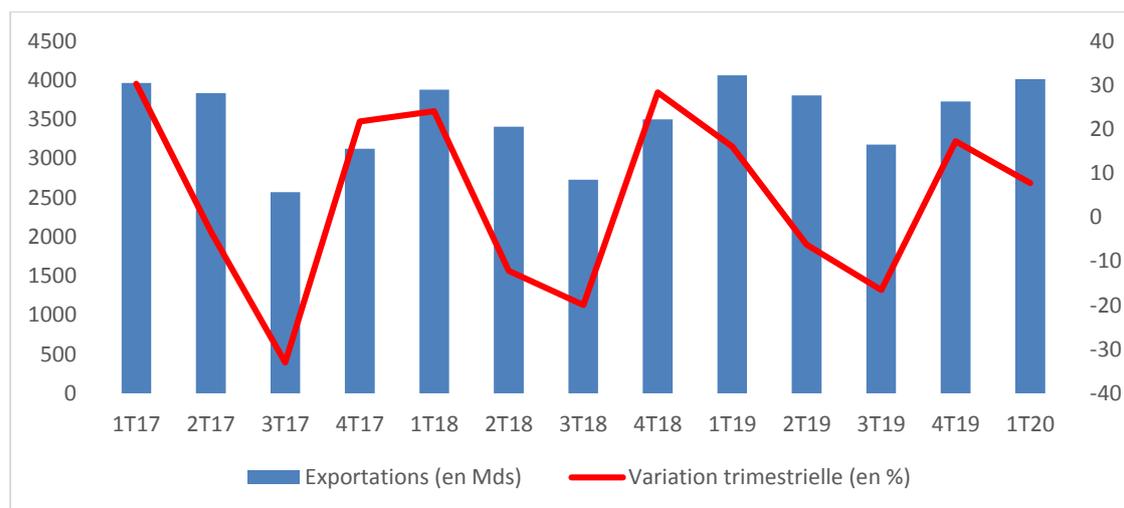
Quant au Burkina Faso, le Sénégal et le Togo, les ventes progressent respectivement de 10,3%, 22,4% et 9,4%. Pour le Sénégal, le regain des exportations résulte principalement, selon la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), de la consolidation des ventes des produits alimentaires, les produits pétroliers, les engrais minéraux et chimiques et le ciment. Par contre, les ventes de titane, d'acide phosphorique et de l'or non monétaire ont été en baisse atténuant ainsi les hausses des exportations des produits précédents.

La Guinée Bissau a enregistré le plus fort recul (-91,9%) suivie respectivement du Mali (-27,5%) et du Niger (-2,9%). Pour ce dernier, l'examen par produits permet de relever que, la baisse trimestrielle des ventes résulte de celle enregistrée au niveau des mines (-38,3%) en lien avec la chute aussi bien de l'Uranium (-40,3%) que de l'Or (-20%). La baisse des ventes de ces produits est imputable à leur production qui a été moindre avec des reculs en volume respectifs de 50,7% et 23,3% alors que les prix sont en hausse de 21,1% et 28,5%. L'augmentation des cours de ces produits reflète celle

observée sur le marché international contrairement aux prix des autres matières premières dont le pétrole qui s'effondrent avec la crise sanitaire.

En effet, le prix de l'uranium a enregistré sa plus forte progression, depuis 2011, correspondant à la catastrophe de Fukushima, suite à la baisse de l'offre en lien avec l'arrêt des productions au Canada et Kazakhstan. Quant à l'or, il bénéficie de son statut de valeur refuge en période de crise. La baisse des exportations des mines a été atténuée par les augmentations observées notamment pour les hydrocarbures (+7,4%), les animaux vivants (+43,8%) et les produits agricoles (+27,0%).

Graphique 5 : Evolution trimestrielle des exportations de l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des INS des Etats

Comparativement au même trimestre de l'année 2019, la valeur des exportations de l'Union, au premier trimestre 2020 est en baisse de 1,1% (-45,3 Mds) en lien avec celle enregistrée dans les Etats pour lesquels les augmentations trimestrielles ont été observées à savoir le Bénin (+6,7%), le Burkina Faso (+5,5%), la Côte d'Ivoire (+3,9%), le Sénégal (+6,4%) et le Togo (+10,9%).

Pour les autres Etats membres, la baisse est respectivement de 78,5%, 39,9% et 7,5% pour la Guinée Bissau, le Mali et le Niger.

En somme, en terme de vente à l'étranger, au premier trimestre 2020, la conjoncture est assez favorable au regard de l'évolution globale des exportations mais le second trimestre de l'année risquerait d'être moindre avec les impacts de la crise à COVID-19 qui a sévit tout au long de cette période. Les perspectives pour toute l'année ne seraient certainement pas bonnes avec la récession mondiale prévue qui contracterait la demande des produits de l'Union.

Importations

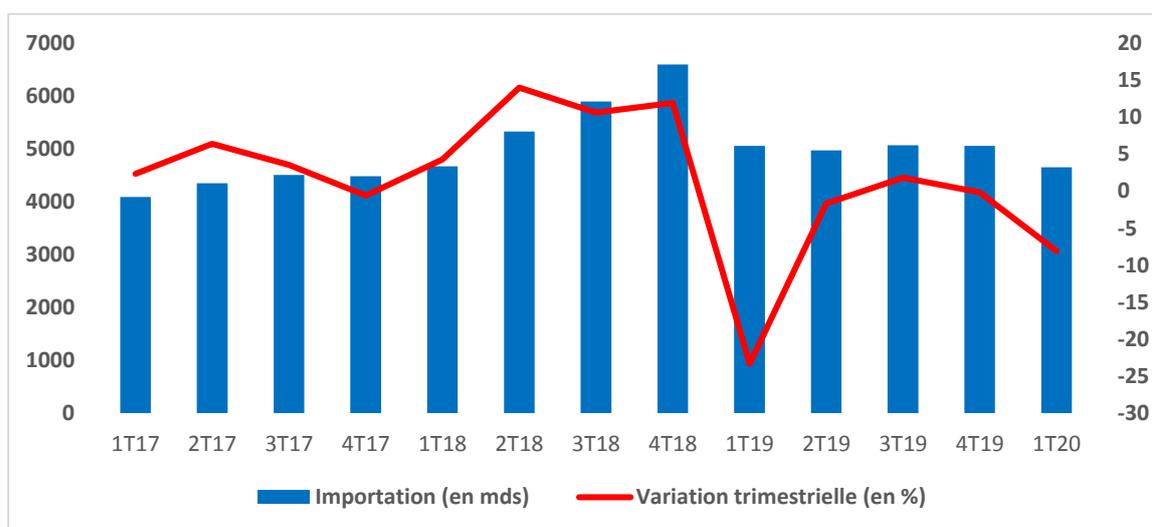
Les achats à l'extérieur des produits de l'Union, au premier trimestre 2020, ont baissé de 8,1% (-409,9 Mds) par rapport au dernier trimestre 2019, en lien avec les replis enregistrés dans tous les Etats membres en dehors de la Côte d'Ivoire (+6,2%) et du Togo (+2,2%).

La baisse des achats a été plus importante au Mali (-39,5%) suivi respectivement par la Guinée Bissau (-27,3%), le Niger (-24,6%), le Bénin (-6,3%), le Burkina Faso (-6,2%) et le Sénégal (-0,8%).

La chute des importations du Niger résulte des effets combinés du repli des achats des produits pétroliers (-10,3%), des biens d'équipement (-24,4%) et des autres produits (-13,2%) et de la hausse de ceux des produits alimentaires (+35,5%).

Pour ce qui est du Sénégal, la baisse des importations tient essentiellement de celle des « machines, appareils et moteurs », des « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » et des produits pharmaceutiques amoindrie par la hausse des produits pétroliers.

Graphique 6 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA à partir des données des INS des Etats

En glissement annuel, les importations de l'Union enregistrent une baisse de 408,9 Mds (-8,1%) suite au recul dans tous les Etats à l'exception du Burkina Faso (+1,3%) et le Sénégal (+16,4%). Par Etat, la plus forte baisse est enregistrée au Bénin (-42,4%) dont le protectionnisme commercial du Nigéria entrepris depuis le mois d'août 2019 y a contribué.

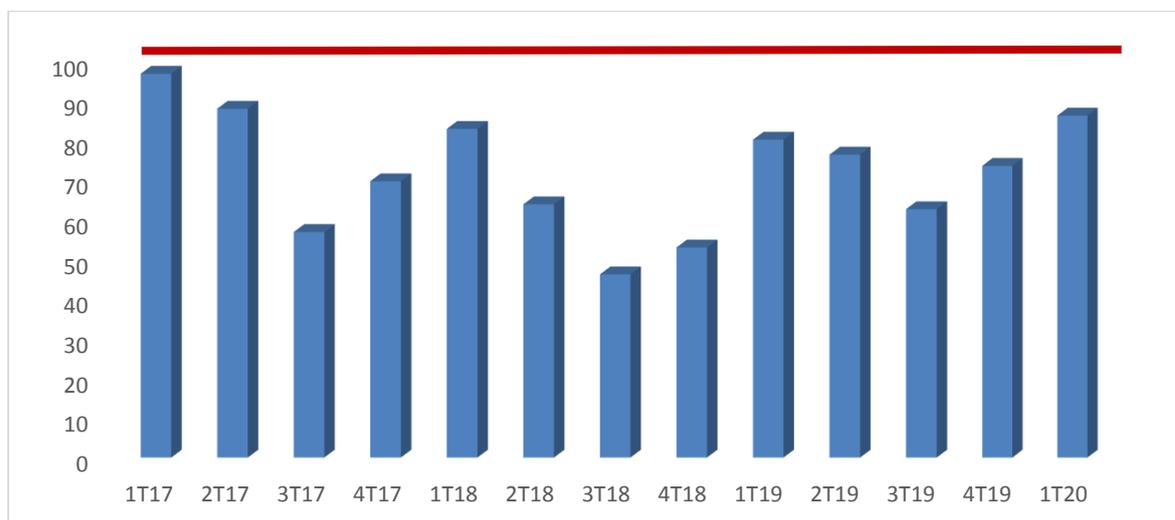
Quant aux autres Etats, les replis sont respectivement de 37% pour la Guinée Bissau, 30,8% pour le Mali, 7,9% pour le Niger, 5,9% pour la Côte d'Ivoire et 1,9% pour le Togo. Ces baisses ont été atténuées par les augmentations enregistrées au Burkina Faso (+1,3%) et au Sénégal (+16,4%).

Globalement la tendance baissière des importations de l'Union entamée depuis fin 2018 se poursuit en lien entre autres avec l'achèvement d'un certain nombre de grands projets (infrastructures routières, énergétique, etc.) et la morosité de l'activité économique engendrée par la pandémie de la COVID-19 en fin de trimestre. Pour le reste de l'année, les incertitudes sur la reprise de l'activité économique pourraient compromettre les achats à l'extérieur de l'Union.

Taux de couverture

Au premier trimestre 2020, la couverture des importations de l'Union par les exportations (+86,3%) s'est améliorée comparativement aux deux dernières années. Cette situation s'explique par le contexte sanitaire qui a perturbé les échanges commerciaux en réduisant la valeur des achats des Etats membres à l'extérieur.

Graphique 7 : Taux de couverture des exportations par les importations de l'Union (en %)



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Comparativement au dernier trimestre de l'année 2019, des améliorations sont à relever au niveau de tous les Etats à l'exception de la Guinée Bissau. Les gains en point de pourcentage (pp) du taux de couverture sont respectivement de 30,7 pour le Bénin, 14,1 pour le Burkina Faso, 1,8 pour la Côte d'Ivoire, -11,5 pour la Guinée Bissau, 10,9 pour le Mali, 5,3 pour le Niger, 10 pour le Sénégal et 3,3 pour le Togo.

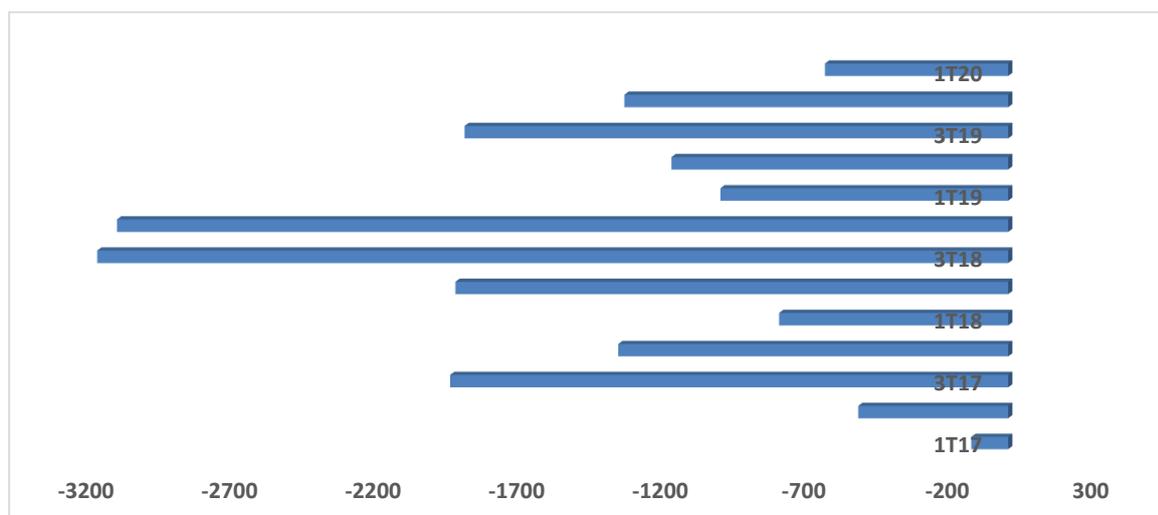
En glissement annuel, le taux de couverture de l'Union a augmenté de 6,1 points porté par les hausses enregistrées au Bénin (+24,6 pp), au Burkina Faso (+3,7 pp), en Côte d'Ivoire (+13,6 pp), au Niger (+0,1 pp) et au Togo (+5,7 pp). Les replis relevés en Guinée Bissau (-2,8 pp), au Mali (-10 pp) et au Sénégal (-4,9 pp) ont atténué ces hausses.

Solde commercial

La hausse des exportations combinée à la baisse des importations a atténué le déficit commercial de l'Union au premier trimestre 2020. L'examen par pays relève une résorption du déficit dans tous les Etats membres comparativement au quatrième trimestre 2019.

En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union s'est nettement réduit (+364,0 Mds). Le solde commercial de tous les Etats à l'exception du Sénégal s'est amélioré.

Graphique 8 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds)

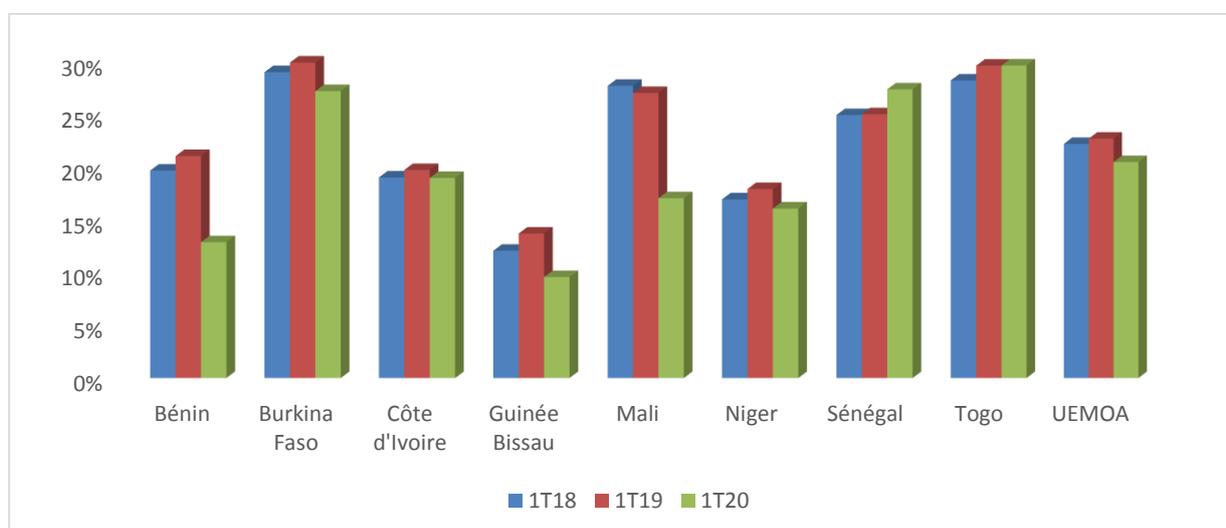


Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le premier trimestre 2020 est caractérisé par une baisse de 0,9 pp du taux de pénétration de l'Union comparativement au trimestre précédent. L'examen par Etat membre relève à l'exception de la Côte d'Ivoire (-0,8 pp) et du Togo (+0,8 pp) un recul compris entre 11,7 pp du Mali à 0,3 pp du Sénégal.

Graphique 9 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Par rapport au même trimestre de 2019, le taux de pénétration de l'Union se dégrade de 2,2 point au premier trimestre 2020. Ce taux risquerait de baisser davantage au cours des prochains trimestres avec les impacts de la crise sanitaire qui a conduit à l'effondrement des cours de la plupart des matières premières constituant les principaux produits d'échange des Etats de l'Union et l'éventuelle chute de leur demande mondiale.

2.4. Finances publiques

Recettes

Au cours du premier trimestre 2020, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales y sont ressorties en hausse de 30,5 mds, pour s'établir à 3064,2 mds, contre 3033,8 mds au premier trimestre de l'année précédente. En termes relatifs, cette évolution correspond à une légère progression de 1,0%, en glissement annuel.

Tableau 7 : Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA (Mds).

| Rubriques | Etats membres | | | | | | | |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| | Bénin | Burkina Faso | Côte d'Ivoire | Guinée Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo |
| Recettes Totales | 263,1 | 412,5 | 1195,0 | 15,2 | 435,3 | 196,2 | 546,9 | - |
| | <i>250,2</i> | <i>396,4</i> | <i>1140,2</i> | <i>23,0</i> | <i>488,8</i> | <i>205,5</i> | <i>529,6</i> | <i>133,4</i> |
| | 5,2% | 4,0% | 4,8% | -33,9% | -10,9% | -4,5% | 3,3% | 5,2% |
| Recettes Fiscales | 259,4 | 355,4 | 1055,3 | 13,3 | 315,3 | 189,1 | 494,3 | - |
| | <i>206,9</i> | <i>336,0</i> | <i>910,6</i> | <i>15,7</i> | <i>369,5</i> | <i>193,7</i> | <i>490,4</i> | <i>118,4</i> |
| | 25,3% | 5,8% | 15,9% | -15,4% | -14,7% | -2,4% | 0,8% | - |
| Recettes non fiscales | 36,9 | 57,1 | 139,7 | 2,0 | 3,5 | 6,7 | 17,1 | - |
| | <i>43,3</i> | <i>72,3</i> | <i>156,1</i> | <i>7,4</i> | <i>15,4</i> | <i>11,8</i> | <i>20,8</i> | <i>15,0</i> |
| | -14,9% | -21,1% | -10,5% | -73,3% | -77,4% | -43,2% | -17,6% | - |
| Dépenses Totales | 395,7 | 562,2 | 1329,6 | 27,1 | 457,7 | 279,8 | 1027,5 | - |
| | <i>288,1</i> | <i>451,6</i> | <i>1302,4</i> | <i>38,3</i> | <i>418,9</i> | <i>304,7</i> | <i>1014,8</i> | <i>169,8</i> |
| | 37,3% | 24,5% | 2,1% | -29,4% | 9,2% | -8,2% | 1,3% | - |
| Dépenses Courantes | 256,3 | 388,6 | 775,8 | 27,1 | - | 184,1 | 309,4 | - |
| | <i>205,2</i> | <i>334,0</i> | <i>766,5</i> | <i>31,7</i> | - | <i>175,0</i> | <i>293,7</i> | <i>145,4</i> |
| | 24,9% | 16,4% | 1,2% | -14,5% | - | 5,2% | 5,4% | - |
| Dépenses en Capital | 137,6 | 173,6 | 258,8 | 0,00 | 58,3 | 95,7 | 396,8 | - |
| | <i>81,6</i> | <i>117,6</i> | <i>341,8</i> | <i>5,6</i> | <i>75,0</i> | <i>129,8</i> | <i>422,4</i> | <i>24,4</i> |
| | 68,6% | 47,6% | -24,3% | -100,0% | -22,3% | -26,3% | -6,1% | - |
| Solde Global | -129,2 | -104,4 | 120,7 | -11,8 | -22,4 | -83,6 | -480,6 | - |
| | <i>-28,1</i> | <i>-19,3</i> | <i>-162,2</i> | <i>-7,8</i> | <i>69,9</i> | <i>-99,2</i> | <i>-485,2</i> | <i>-11,6</i> |
| | 359,5% | 440,9% | -174,4% | 51,9% | -132,0% | -15,7% | -0,9% | - |

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2020, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2019. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

L'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, indique une légère hausse des recettes, en glissement annuel, qui s'explique essentiellement par les dynamiques contrastées relevées à travers les Etats membres de l'Union. En effet, Si les recettes totales se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+54,8 mds, soit 4,8%), au Sénégal (+17,3 mds, soit +3,3%), au Burkina Faso (+16,0 mds, soit +4,0%) et au Bénin (+12,9 mds, soit 5,2%), elles se sont, en revanche, repliées au Mali (-53,5 mds, soit -10,9%), au Niger (-9,3 mds, soit -4,5%) et en Guinée-Bissau (-7,8 mds, soit -33,9%).

Concernant les principales composantes des recettes, les données du premier trimestre 2020 indiquent que la légère hausse constatée au niveau des recettes de l'Union a été largement portée par les recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 159,2 mds (soit, +6,3%), par rapport au premier trimestre de l'année 2019. Cette progression des recettes fiscales, au niveau régional, a été principalement impulsée par l'augmentation de 144,6 mds (soit, +15,9%) des recettes fiscales en Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure par celle relevée au niveau des recettes fiscales du Bénin (+52,4 mds, soit +25,3%). Dans le même temps, il faut noter une baisse (+54,2 mds, soit -14,7%) des recettes fiscales du Mali qui continue de traverser une crise sécuritaire.

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en baisse de 64,2 mds (soit, -19,6%), par rapport au premier trimestre de l'année 2019. Ce repli des recettes non fiscales, en glissement annuel, s'explique par la baisse généralisée desdites recettes dans les Etats membres de l'Union. Les baisses les plus importantes ont été relevées en Côte d'Ivoire (-16,4 mds, soit -10,5%), au Burkina Faso (-15,2 mds, soit -21,1%) et au Mali (-11,9 mds, soit -77,4%).

Dépenses

Au premier trimestre 2020, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 260,7 mds, en termes absolus, soit une progression relative de 6,8%, par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Cette dynamique des dépenses publiques régionales est notamment le résultat des hausses relativement importantes observées au Burkina Faso (+110,6 mds, soit +24,5%) et au Bénin (+107,6 mds, soit +37,3%) et, dans une certaine mesure, de celles notées au Mali (+38,7 mds, soit +9,2%), en Côte d'Ivoire (+27,2 mds, soit +2,1%) et au Sénégal (+12,7 mds, soit +1,3%). Sur la période, seuls le Niger (-24,9 mds, soit -8,2%) et la Guinée-Bissau (-11,3 mds, soit -29,4%) ont enregistré un repli de leurs dépenses publiques totales.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques de l'Union, selon leurs principales composantes, permet de constater que la hausse observée, au niveau régional, s'explique, dans une certaine mesure, par l'évolution des dépenses courantes dans les Etats membres, notamment au Burkina Faso (+54,7 mds, soit +16,4%), au Bénin (+51,1 mds, soit +24,9%) et, dans une moindre mesure, au Sénégal (+15,7 mds, soit +5,4%) et en Côte d'Ivoire (+9,2 mds, soit +1,2%). Ces évolutions des dépenses courantes sont dues aux progressions relevées au niveau des salaires, en Côte d'Ivoire (+32,6 mds, soit +8,0%), au Burkina Faso (+29,1 mds, soit 15,6%) et au Sénégal (+24,7 mds, soit +13,5%).

Concernant les dépenses en capital, elles sont ressorties en baisse de 53,0 mds (soit, -4,5%), par rapport au premier trimestre de l'année 2019. Cette évolution à la baisse des dépenses en capital résulte principalement par les diminutions de dépenses d'investissement survenues dans la plupart des Etats membres de l'Union, notamment en Côte d'Ivoire (-83,0 mds, soit -24,3%). Sur la période sous revue, seuls le Bénin (+56,0 mds, soit +68,6%) et le Burkina Faso (+56,0 mds, +47,6%) ont enregistré des

hausse de leurs dépenses en capital. De manière générale, il convient, toutefois, de souligner que le contexte actuel, marqué par la survenue de la pandémie liée au coronavirus 2019, a entraîné une série de dépenses de diverses natures qui explique, sans doute, l'essentiel de la hausse des dépenses publiques de l'Union au cours du trimestre sous revue.

Solde budgétaire

Au terme du premier trimestre 2020, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union est restée déficitaire, mais est ressortie en légère amélioration de 20,7 mds, par rapport au premier trimestre de l'année 2019, pour se situer à -711,3 mds. Cette évolution de la position budgétaire de l'Union est en lien avec l'évolution des finances publiques de la Côte d'Ivoire qui a abouti à un solde budgétaire excédentaire de 120,7 mds, au terme du premier trimestre de 2020, contre un déficit de 162,2 mds lors du premier trimestre de l'année 2019, soit une amélioration de 282,9 mds en glissement annuel. Si le Niger (+15,6 mds, soit -15,7%) et le Sénégal ont enregistré des améliorations plus modestes de leurs positions budgétaires sur la période (+4,6 mds, soit -0,9%), les autres Etats membres de l'Union, notamment le Bénin (-101,1 mds, soit +359,5%) et le Mali (-92,2 mds, soit -132,0%), ont plutôt connu des dégradations de leurs soldes budgétaires.

2.5. Situation monétaire

Masse monétaire

Au terme du premier trimestre 2020, la situation monétaire de l'Union révèle une hausse de 500,9 mds, en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une progression de 1,7% en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union, sauf au Sénégal et en Guinée-Bissau, où des baisses respectives de 116,7 mds (-2,1%) et 6,1 mds (-1,7%) ont été observées.

En effet, par rapport au quatrième trimestre 2019, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse au Burkina Faso (+192,8 mds, soit +4,8%), au Togo (+145,3 mds, soit +8,1%), au Mali (+129,5 mds, soit +4,3%), au Bénin (+106,8 mds, soit +4,6%), au Niger (+34,0 mds, soit +2,6%) et en Côte d'Ivoire (+15,3 mds, soit +0,1%).

Tableau 8 : Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA (en Mds).

| Rubriques | Etats membres | | | | | | | |
|---|----------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Bénin | Burkina Faso | Côte d'Ivoire | Guinée Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo |
| Masse monétaire | 2 446,6 | 4 249,2 | 10 785,4 | 359,9 | 3 121,2 | 1 329,8 | 5 575,3 | 1 949,5 |
| | <i>2 339,8</i> | <i>4 056,4</i> | <i>10 770,1</i> | <i>366,0</i> | <i>2 991,8</i> | <i>1 295,8</i> | <i>5 692,0</i> | <i>1 804,3</i> |
| | 4,6% | 4,8% | 0,1% | -1,7% | 4,3% | 2,6% | -2,1% | 8,1% |
| Actifs Extérieurs Nets | 1 425,1 | 1 571,0 | 2 563,7 | 227,8 | 540,4 | 470,4 | 1 811,3 | 780,9 |
| | <i>1 354,3</i> | <i>1 508,5</i> | <i>2 497,5</i> | <i>217,5</i> | <i>577,7</i> | <i>641,3</i> | <i>1 970,3</i> | <i>731,0</i> |
| | 5,2% | 4,1% | 2,7% | 4,8% | -6,5% | -26,6% | -8,1% | 6,8% |
| BCEAO | 444,4 | 324,5 | 1 984,1 | 173,6 | 276,2 | 351,1 | 1 265,4 | 178,5 |
| | <i>315,1</i> | <i>76,7</i> | <i>2 102,4</i> | <i>182,4</i> | <i>287,9</i> | <i>466,9</i> | <i>1 468,8</i> | <i>248,9</i> |
| | 41,0% | 322,9% | -5,6% | -4,8% | -4,1% | -24,8% | -13,8% | -28,3% |
| Banques Commerciales | 980,7 | 1 246,5 | 579,6 | 54,3 | 264,3 | 119,2 | 545,9 | 602,4 |
| | <i>1 039,2</i> | <i>1 431,8</i> | <i>395,1</i> | <i>35,1</i> | <i>289,8</i> | <i>174,4</i> | <i>501,5</i> | <i>482,0</i> |
| | -5,6% | -12,9% | 46,7% | 54,4% | -8,8% | -31,7% | 8,8% | 25,0% |
| Créances sur les autres secteurs | 1 589,9 | 2 977,9 | 7 295,6 | 121,8 | 2 619,9 | 1 098,1 | 4 437,8 | 1 297,0 |
| | <i>1 572,8</i> | <i>2 916,2</i> | <i>7 444,3</i> | <i>138,9</i> | <i>2 662,7</i> | <i>988,0</i> | <i>4 596,7</i> | <i>1 301,3</i> |
| | 1,1% | 2,1% | -2,0% | -12,3% | -1,6% | 11,1% | -3,5% | -0,3% |
| Créances nettes sur l'administration centrale | -196,0 | 198,2 | 2 934,7 | 68,1 | 471,7 | 100,4 | 811,1 | 114,1 |
| | <i>-180,1</i> | <i>151,8</i> | <i>2 791,7</i> | <i>58,8</i> | <i>328,6</i> | <i>26,3</i> | <i>556,9</i> | <i>44,4</i> |
| | 8,8% | 30,5% | 5,1% | 15,7% | 43,6% | 281,7% | 45,6% | 157,0% |

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2020, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2019. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du premier trimestre de l'année 2020 indique une évolution à la baisse, d'un montant de 107,4 mds (soit, -1,1%), par rapport au quatrième trimestre 2019. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les hausses relevées au niveau de la plupart des Etats membres de l'Union, notamment au Bénin (+70,8 mds, soit +5,2%), en Côte d'Ivoire (+66,2 mds, soit +2,7%) et au Burkina Faso (+62,4 mds, soit +4,1%) et au Togo (+49,9 mds, soit +6,8%) qui n'ont pas compensé les baisses notées au Niger (-170,9 mds, soit -26,6%), au Sénégal (-159,0 mds, soit -8,1%) et, dans une moindre mesure, au Mali (-37,3 mds, -6,5%).

Créances sur les autres secteurs

Sur le premier trimestre de l'année 2020, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en baisse de 182,7 mds (-0,8%), en variation trimestrielle. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie résulte essentiellement des baisses desdites créances relevées au Sénégal (-158,9 mds, soit -3,5%) et en Côte d'Ivoire (-148,7 mds, soit -2,0%). Sur la période, ces baisses n'ont été que partiellement amorties par les hausses notées au Niger (+110,1 mds, soit 11,1%), au Burkina Faso (+61,7 mds, soit +2,1%) et au Bénin (+17,1 mds, soit 1,1%).

Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du premier trimestre de l'année 2020, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 4502,2 mds, contre 3778,5 mds, au quatrième trimestre 2019, correspondant à une amélioration relative de 19,2% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire de l'Union. Du point de vue des Etats membres, la dégradation de ladite position résulte de l'augmentation constatée dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment au Sénégal (+254,2 mds, soit +45,6%), au Mali (+143,2 mds, soit +43,6%) et en Côte d'Ivoire (+143,0 mds, soit +5,1%). Par rapport au trimestre précédent, seul le Bénin a affiché une amélioration de sa position des administrations centrales vis-à-vis du secteur bancaire avec des créances qui ont diminué de 15,9 mds (+8,8%).

2.6. Activités de la BRVM

La place boursière sous régionale a été marquée par une poursuite de la baisse des indices boursiers de référence et par une hausse de la capitalisation boursière composite principalement des obligations. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM Composite se sont inscrits en baisse respectivement de 19,9% et de 16,8%, sous l'effet du repli de la plupart des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM-Agriculture » (-32,1%), « BRVM- Industrie » (-29,3%), « BRVM-Services publics » (-22,8%) ainsi que « BRVM- Finances » (-9,7%) ont connu les contre-performances les plus importantes.

S'agissant de la capitalisation boursière composite, elle s'est affichée en hausse de 5,0%, sous l'effet conjugué de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 37,4% et de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 17,9%. Par ailleurs, le volume et la valeur transigés se sont accrus respectivement de 73,0% et de 23,6%.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Mars 2020 – L'économiste en chef chez Moody's Analytics Mark Zandi a annoncé que près de 80 millions d'emplois sont à risque élevé ou modéré en raison de l'ouragan provoqué par la Covid-19. Cela représente plus de la moitié des 153 millions d'emplois que compte l'économie américaine. Selon une analyse, Moody's Analytics prévoit que 27 millions de personnes sur les 80 millions sont à haut risque, principalement dans les transports et les voyages, les loisirs et l'hôtellerie, les services d'aide temporaire et le forage et l'extraction de pétrole. Environ 52 millions d'emplois sont à risque modéré (éducation, vente au détail, construction et fabrication). L'économiste en chef a estimé qu'environ 5 millions de ces personnes pourraient se retrouver sans emploi ou sous-employés.

Source : latribune.fr

Mars 2020 – Le gigantesque plan de relance américain pour tenter d'éliminer les ravages du nouveau coronavirus sur la première économie du monde comprendra 4.000 milliards de dollars de liquidités destinées aux entreprises. L'une des composantes du plan de relance est un ensemble de mesures prises avec la Banque centrale pour avoir jusqu'à 4.000 milliards de dollars en soutien à l'économie.

4.000 milliards de dollars représentent environ un cinquième de la richesse annuelle produite par l'économie américaine. Des secteurs entiers sont paralysés aux Etats-Unis par les effets de l'épidémie de la Covid-19, comme les compagnies aériennes ou encore tout le secteur de la croisière, mais aussi l'hôtellerie et une bonne partie de l'industrie des loisirs, alors que des dizaines de millions d'Américains étaient confinés chez eux. Le grand argentier a aussi précisé que les ménages américains toucheront des chèques directement à hauteur de 1.000 dollars par adulte et 500 par enfant, ce qui pour une famille de 4 personnes représenterait 3.000 dollars. Il a aussi indiqué qu'à tout cela devait s'ajouter plus d'une centaine de milliards de dollars pour les hôpitaux, qui risquaient de rapidement se trouver débordés par l'épidémie.

Source : latribune.fr

Février 2020 - La directrice du Fonds monétaire international (FMI) a affirmé que le coronavirus mettait en péril la reprise de l'économie mondiale lors d'une réunion du G20 à Ryad, et s'est dit prête à agir pour limiter les risques sur la croissance.

Kristalina Georgieva a déclaré devant les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des vingt premières économies mondiales dans la capitale saoudienne que le virus Covid-19, une urgence sanitaire mondiale, a perturbé l'activité économique en Chine et pourrait mettre en péril la reprise économique mondiale.

Source : latribune.fr

Janvier 2020 – Un chiffre colossal : douze (12) milliards d'euros : c'est le trou béant laissé par le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Une difficulté supplémentaire pour établir le casse-tête du prochain cadre financier pluriannuel (CFP, 2021-2027). Pour résoudre ce problème, la Commission Juncker avait mis sur la table

une proposition dès mai 2018, avant de passer le relais à la nouvelle équipe d'Ursula von der Leyen.

Le dossier est désormais dans les mains du président du Conseil européen Charles Michel, qui a convoqué un sommet extraordinaire pour tenter de mettre d'accord les 27. Le Royaume-Uni est un contributeur net au budget européen, c'est-à-dire qu'il donne plus d'argent qu'il n'en reçoit. Selon les comptes de la Commission, la perte de 12 milliards d'euros en 2021 s'élèvera à 84 milliards sur 7 ans.

Source : latribune.fr

Janvier 2020 - Au plus bas en près de 30 ans : la croissance chinoise est tombée l'an dernier à 6,1%, au moment où la guerre commerciale avec Washington s'intensifiait, et ce malgré les efforts de Pékin pour stabiliser la conjoncture.

Le président américain Donald Trump répète que les surtaxes douanières imposées à la Chine depuis près de deux ans ont fortement nuit à l'économie chinoise et poussé Pékin à négocier un accord. Le score annoncé vendredi est conforme aux prédictions des analystes sondés par l'AFP et dans l'objectif de 6% à 6,5% fixé par le gouvernement en début d'année dernière. Il est toutefois en net repli par rapport à 2018, quand la croissance chinoise pointait à 6,6%, déjà à son niveau le plus bas en près de trois décennies. Bien que sujet à caution, le chiffre de la croissance chinoise est toujours scruté, vu le poids du pays dans l'économie mondiale.

Source : latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Mars 2020 – Sénégal – Mali - Une étude est en cours pour évaluer le montant des investissements nécessaires à la réhabilitation de la ligne ferroviaire entre les capitales sénégalaise et malienne, sur laquelle plus aucun train ne roule depuis 2018. Après avoir examiné plusieurs options (transformation de l'Agence nationale des chemins de fer, de l'organe transitoire Dakar-Bamako Ferroviaire...), le gouvernement sénégalais a finalement décidé en conseil des ministres le 11 mars la création de « Chemins de Fer du Sénégal » (CFS), la société nationale de patrimoine ferroviaire chargée de mobiliser et de supporter les investissements.

Fin février, le président Macky Sall avait pourtant évoqué une relance de Dakar-Bamako Ferroviaire (DBF), l'entité transitoire binationale qui a hérité en 2016 des actifs du concessionnaire franco-canadien Transrail.

Source : Jeuneafrique.com

Mars 2020 – Zone UEMOA – Début de l'épidémie de coronavirus dans la zone UEMOA avec les premiers cas au Burkina Faso, au Sénégal, au Togo et en Côte d'Ivoire. Le nombre de cas n'a cessé de croître depuis lors.

Source : www.uemoa.int

Janvier 2020 – Togo - Le ministre de l'Économie et des Finances, Sani Yaya et un représentant de l'IRENA ont signé les documents d'un accord de financement de 15 millions de dollar du Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement pour la construction de la Centrale électrique de Blitta dans la région Centrale. Cette Centrale sera dotée

d'une puissance de 30 MWC et va permettre l'accès à l'énergie à 300 000 foyers mais aussi alimenter l'usine d'égrenage de coton de la ville de Blitta.

Source : www.iciLome

Janvier 2020 – Togo - L'Union européenne a décaissé ce 15 janvier 2020, 16 millions d'euros au titre de la première tranche de l'appui budgétaire accordé pour la période 2019-2020.

Source : www.republicoftogo.com.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au premier trimestre 2020 est peu favorable. En effet, la campagne agricole 2019/2020 a donné des résultats satisfaisants dans la plupart des Etats membres de l'Union et la production industrielle a progressé en Guinée Bissau, au Mali et au Sénégal. De même, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Guinée Bissau mais baissé en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en baisse à l'exception de quelques-uns comme le cacao.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une hausse des exportations et une baisse des importations induisant un solde commercial excédentaire. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui s'améliore. Les actifs extérieurs nets, et les créances sur les autres secteurs ont enregistré des baisses tandis que la masse monétaire est en hausse.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on pourrait postuler que la conjoncture est mal orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce premier trimestre de l'année est caractérisé par le début de la pandémie du coronavirus dans la zone UEMOA et le pic de celle-ci dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique. Cet environnement défavorable n'encourage pas la hausse de la demande de matières premières et ne favoriserait pas la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union, pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI table sur une récession de l'économie mondiale pour l'année 2020. En conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour l'année 2020, puisque la demande de celles-ci devrait baisser. Dans ces conditions, si la croissance en Afrique subsaharienne ne s'améliorait pas, les éléments précités n'augurent pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour l'année 2020.

ANNEXES

Evolution des exportations (en Mds)

| | 1T18 | 2T18 | 3T18 | 4T18 | 1T19 | 2T19 | 3T19 | 4T19 | 1T20 |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Bénin | 147,5 | 164,4 | 120,6 | 93,6 | 150,6 | 185,2 | 89,6 | 73,0 | 160,7 |
| Burkina Faso | 602,2 | 438,2 | 315,1 | 442,8 | 547,6 | 424,1 | 401,3 | 523,7 | 577,5 |
| Côte d'Ivoire | 2015,6 | 1580,4 | 1130,5 | 1819,2 | 2079,8 | 1850,1 | 1511,9 | 2009,2 | 2161,2 |
| Guinée Bissau | 5,7 | 47,7 | 69,3 | 18,9 | 1,4 | 64,4 | 55,2 | 3,8 | 0,3 |
| Mali | 553,3 | 532,3 | 510,0 | 420,0 | 518,9 | 567,3 | 446,8 | 430,1 | 311,8 |
| Niger | 62,0 | 97,6 | 117,6 | 141,4 | 91,0 | 115,8 | 106,5 | 86,6 | 84,1 |
| Sénégal | 384,2 | 432,7 | 396,3 | 456,7 | 555,3 | 477,5 | 469,6 | 482,7 | 591,0 |
| Togo | 108,0 | 113,7 | 67,2 | 106,8 | 115,6 | 121,9 | 96,6 | 117,2 | 128,2 |
| UEMOA | 3878,6 | 3407,0 | 2726,8 | 3499,4 | 4060,0 | 3806,2 | 3177,5 | 3726,2 | 4014,7 |

Source : INS des Etats

Evolution des importations (en Mds)

| | 1T18 | 2T18 | 3T18 | 4T18 | 1T19 | 2T19 | 3T19 | 4T19 | 1T20 |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Bénin | 447,8 | 434,6 | 318,7 | 433,6 | 521,2 | 418,2 | 361,7 | 320,7 | 300,4 |
| Burkina Faso | 554,2 | 1125,1 | 1716,9 | 2399,9 | 602,4 | 613,1 | 587,1 | 650,4 | 610,1 |
| Côte d'Ivoire | 1407,2 | 1481,4 | 1640,7 | 1570,4 | 1603,2 | 1435,9 | 1684,3 | 1420,1 | 1508,2 |
| Guinée Bissau | 27,9 | 36,6 | 25,9 | 32,3 | 33,5 | 31,9 | 26,1 | 29,0 | 21,1 |
| Mali | 695,5 | 680,4 | 614,7 | 535,3 | 684,9 | 761,1 | 703,4 | 784,0 | 474,0 |
| Niger | 350,0 | 393,8 | 367,7 | 324,0 | 385,4 | 384,0 | 299,1 | 470,6 | 355,0 |
| Sénégal | 942,6 | 955,3 | 971,1 | 1047,3 | 965,5 | 1018,0 | 1113,0 | 1132,9 | 1123,4 |
| Togo | 250,0 | 223,4 | 241,7 | 258,3 | 264,5 | 315,4 | 294,3 | 253,9 | 259,4 |
| UEMOA | 447,8 | 434,6 | 318,7 | 433,6 | 521,2 | 418,2 | 361,7 | 320,7 | 300,4 |

Source : INS des Etats

Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

| | 1T18 | 2T18 | 3T18 | 4T18 | 1T19 | 2T19 | 3T19 | 4T19 | 1T20 |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Bénin | 33,0 | 37,8 | 37,9 | 21,6 | 28,9 | 44,3 | 24,8 | 22,8 | 53,5 |
| Burkina Faso | 108,7 | 38,9 | 18,4 | 18,4 | 90,9 | 69,2 | 68,3 | 80,5 | 94,6 |
| Côte d'Ivoire | 143,2 | 106,7 | 68,9 | 115,8 | 129,7 | 128,8 | 89,8 | 141,5 | 143,3 |
| Guinée Bissau | 20,5 | 130,5 | 268,0 | 58,4 | 4,2 | 202,1 | 211,6 | 13,0 | 1,4 |
| Mali | 79,6 | 78,2 | 83,0 | 78,5 | 75,8 | 74,5 | 63,5 | 54,9 | 65,8 |
| Niger | 17,7 | 24,8 | 32,0 | 43,6 | 23,6 | 30,2 | 35,6 | 18,4 | 23,7 |
| Sénégal | 40,8 | 45,3 | 40,8 | 43,6 | 57,5 | 46,9 | 42,2 | 42,6 | 52,6 |
| Togo | 43,2 | 50,9 | 27,8 | 41,3 | 43,7 | 38,7 | 32,8 | 46,2 | 49,4 |
| UEMOA | 83,0 | 63,9 | 46,2 | 53,0 | 80,2 | 76,5 | 62,7 | 73,6 | 86,3 |

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

| | 1T18 | 2T18 | 3T18 | 4T18 | 1T19 | 2T19 | 3T19 | 4T19 | 1T20 |
|----------------------|---------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
| Bénin | -300,2 | -270,3 | -198,1 | -339,9 | -370,7 | -233,0 | -272,1 | -247,7 | -139,7 |
| Burkina Faso | 48,0 | -687,0 | -1 401,7 | -1957,1 | -54,8 | -189,0 | -185,8 | -126,6 | -32,6 |
| Côte d'Ivoire | 608,4 | 99,1 | -510,2 | 248,8 | 476,6 | 414,2 | -172,4 | 589,1 | 1 690,6 |
| Guinée Bissau | -22,1 | 11,1 | 43,4 | -13,4 | -32,1 | 32,5 | 29,1 | -25,2 | -20,8 |
| Mali | -142,2 | -148,1 | -104,7 | -115,3 | -166,0 | -193,8 | -256,6 | -353,9 | -162,2 |
| Niger | -288,0 | -296,2 | -250,2 | -182,6 | -294,5 | -268,2 | -192,6 | -384,0 | -270,9 |
| Sénégal | -558,4 | -522,6 | -574,8 | -590,6 | -410,1 | -540,5 | -643,3 | -650,2 | -532,4 |
| Togo | -142,0 | -109,7 | -174,5 | -151,5 | -148,9 | -193,5 | -197,8 | -136,7 | -131,2 |
| UEMOA | -796,6 | -1 923,6 | -3 170,6 | -3101,6 | -1000,5 | -1171,2 | -1891,6 | -1335,3 | -637,0 |

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS